



Numéro PPQ/9298

mercredi 11 février 2015

Les grands titres:

- Libye : début d'un nouveau cycle de discussions entre parties prenantes à Ghadamès
- Niger : les réfugiés fuyant le nord du Nigéria aggravent l'insécurité alimentaire du pays, selon l'ONU
- Afrique : un nouveau rapport appelle à accélérer les efforts pour protéger les enfants de la violence
- Centrafrique : l'ONU se félicite de la libération du ministre enlevé
- Plus de 300 migrants et réfugiés portés disparus en Méditerranée, selon le HCR
- Somalie : le Conseil de sécurité salue l'investiture du nouveau gouvernement
- Centrafrique : le PNUD salue le retour de la police dans les rues de Bangui
- A Damas, l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie rencontre le Président Bachar Al-Assad

Libye : début d'un nouveau cycle de discussions entre parties prenantes à Ghadamès



11 février - Un nouveau cycle de dialogue politique inter-libyen a démarré mercredi 11 février sous l'égide de l'ONU dans la ville de Ghadamès, à l'extrémité ouest du pays, s'est félicité la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL).

« Pour la première fois, tous les participants invités ont assisté aux discussions qui ont été menées dans une atmosphère constructive et positive », a salué la MANUL, sous l'auspice de laquelle avaient lieu les pourparlers entre parties prenantes libyennes, dans un communiqué de presse rendu public le jour même à Ghadamès.

« Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, Bernardino Leon, s'est entretenu séparément avec les délégations pour les informer du processus et de ses différentes phases et a loué l'état d'esprit positif des participants », a précisé la Mission de l'ONU.

Selon la MANUL, les discussions ont porté sur les points convenus à l'ordre du jour du dialogue, à savoir l'étude « de propositions pour l'organisation du travail à venir et la conclusion d'un accord sur un calendrier clair prenant en considération le souhait des parties de parvenir à une solution politique rapide, afin d'éviter une érosion additionnelle de la situation sécuritaire et politique et de mettre fin à la division institutionnelle qui menace l'unité du pays ».

Suite à ce premier cycle de discussions, les participants ont convenu de poursuivre les pourparlers lors d'un nouveau cycle dans les prochains jours, s'est réjoui la MANUL.

Les participants ont par ailleurs réitéré leur engagement envers les principes de la révolution libyenne du 17 février 2011 et ont appelé toutes les parties à œuvrer en faveur d'une désescalade militaire sur tous les fronts pour permettre au dialogue d'avoir lieu dans un environnement positif.



Niger : les réfugiés fuyant le nord du Nigéria aggravent l'insécurité alimentaire du pays, selon l'ONU



11 février - La propagation des attaques violentes à travers la frontière entre le nord du Nigéria et le Niger est à l'origine de déplacements massifs de populations et entrave les efforts pour fournir une assistance humanitaire dans la région, a déclaré le Programme alimentaire mondial (PAM).

La seconde moitié de l'année 2014 a été le cadre d'une augmentation importante du nombre de nouveaux arrivants en provenance du Nigéria dans la région de Diffa, au sud-est du Niger, a mis en garde cette semaine une porte-parole du PAM, Elisabeth Byrs. Alors que l'agence de l'ONU dénombrait seulement 15.000 personnes ayant franchi la frontière en octobre, ce nombre s'élève désormais à 125.000 personnes, réparties sur plus de 140 sites et villages, a-t-elle précisé.

Suite à l'arrivée massive de personnes déplacées, la population de Diffa a presque doublé sur la période, menaçant les moyens de subsistance des habitants et le niveau des stocks de nourriture dans une région aux prises avec la sécheresse depuis plusieurs années consécutives.

Mme Byrs a déclaré que le PAM avait commencé à distribuer des vivres dans l'un des camps de réfugiés que le gouvernement du Niger a accepté d'ouvrir pour accueillir les Nigériens, fournissant notamment une alimentation complémentaire à tous les enfants de moins de cinq ans.

C'est d'autant plus important, a-t-elle ajouté, qu'un enfant sur trois déplacés souffre de malnutrition aiguë globale, comparé à un sur cinq dans la population d'accueil, soit dans les deux cas bien au-dessus du seuil d'urgence de 15%.

Selon une évaluation effectuée par le PAM et ses partenaires au Niger en novembre 2014, 52,7% des ménages déplacés et leurs familles d'accueil souffrent gravement ou modérément d'insécurité alimentaire et ont besoin d'une assistance d'urgence.

Mme Byrs a déclaré que le PAM prévoyait de distribuer de la nourriture pour tout le monde dans les camps et de porter assistance à 238.000 personnes au Cameroun, au Tchad et au Niger en 2015. A cette fin, l'agence de l'ONU a précisé qu'elle avait besoin de 50,1 millions de dollars de financement cette année, dont 41,4 millions font actuellement défaut.

Afrique : un nouveau rapport appelle à accélérer les efforts pour protéger les enfants de la violence



11 février - Malgré les mesures juridiques et politiques prises par les pays d'Afrique pour les protéger, les enfants africains subissent des niveaux élevés de violence physique, sexuelle et psychologique à tous les niveaux de la société, selon un nouveau rapport de l'ONU et de l'Union africaine publié mercredi.

Ce rapport intitulé 'Le rapport africain sur la violence à l'encontre des enfants' a été présenté au siège de l'ONU à New York, lors d'une manifestation conjointe organisée par l'Union africaine, le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU sur la violence contre les enfants, la Mission permanente de Zambie et l'African Child Policy Forum (ACPF).

« Ce rapport complet est le premier de la sorte dans la région et s'appuie sur l'engagement des Etats membres de l'Union africaine à promouvoir une 'Afrique digne des enfants' », a souligné la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence à l'encontre des enfants, Marta Santos Pais.

Le rapport reconnaît les progrès significatifs réalisés par l'Afrique. La plupart des Etats africains ont ratifié des instruments

internationaux et régionaux sur les droits des enfants et nombre d'entre eux ont mis en place des cadres politique et législatif importants pour incorporer la violence à l'encontre des enfants au sein des programmes de développement.

Les punitions corporelles ont été interdites au Kenya, en Tunisie, au Soudan du Sud et au Togo. Tous les pays africains ont des dispositions juridiques criminalisant la violence, les abus et l'exploitation sexuelles.

« En même temps, la réduction du niveau de violence à l'encontre des enfants a été limitée par la faiblesse de l'application des lois et des politiques, le sous-financement et le manque d'effectifs des services sociaux, et les pratiques néfastes qui subsistent dans les communautés », souligne le rapport.

Les auteurs du rapport recommandent un renforcement des cadres juridique et politique pour interdire la violence à l'encontre des enfants sous toutes ses formes et l'établissement de mécanismes clairs de prévention et de lutte contre la violence. Ils recommandent aussi d'accroître la capacité des enfants à se protéger eux-mêmes et à mettre en œuvre une campagne panafricaine pour changer les attitudes et les comportements qui ferment les yeux sur la violence à l'encontre les enfants dans la société africaine.

Centrafrique : l'ONU se félicite de la libération du ministre enlevé



11 février - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) s'est félicitée de la libération mardi 10 février du Ministre centrafricain de la jeunesse et des sports, Armel Sayo, qui avait été enlevé il y a près de trois semaines.

Le 26 janvier dernier, la MINUSCA avait fermement condamné cet enlèvement qui était survenu après plusieurs actes de même nature au cours du mois de janvier. La Mission des Nations Unies avait alors exigé « la libération immédiate et sans conditions du ministre et la fin de telles pratiques criminelles qui sapent les efforts destinés à restaurer l'autorité de l'Etat ». La Mission avait ajouté qu'en soutien aux autorités nationales, elle mettait en œuvre tous les moyens que lui conférait son mandat « pour trouver une issue heureuse à ce grave incident et pour éviter la répétition de tels actes intolérables ».

Suite à la libération de M. Sayo, « le chef de la MINUSCA, Babacar Gaye, a réitéré son appel à toutes les parties, y compris les groupes armés, à prendre immédiatement part à l'élan actuel en faveur de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale pour le retour d'une paix durable en République centrafricaine », a déclaré mercredi le Porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, lors d'un point de presse au siège des Nations Unies à New York.

Selon M. Dujarric, parallèlement, la Coordinatrice adjointe des secours d'urgence, Kyung-wha Kang, actuellement en visite à Bambari, dans le centre du pays, « a félicité les leaders communautaire pour leurs efforts continus pour dépasser les divisions sectaires ».

Plus de 300 migrants et réfugiés portés disparus en Méditerranée, selon le HCR



11 février - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est déclaré mercredi choqué par l'ampleur de la tragédie maritime qui a eu lieu en mer Méditerranée après la tentative de sauvetage par les garde-côtes italiens lundi.

Selon des informations recueillies par le HCR auprès des garde-côtes et de survivants de cette tragédie sur l'île italienne de Lampedusa, environ 300 migrants et réfugiés, principalement d'Afrique sub-saharienne, sont désormais portés disparus.

Les migrants avaient embarqué samedi en Libye à bord de quatre embarcations pneumatiques.

« C'est une tragédie de grande ampleur et un rappel brutal que davantage de vies humaines pourraient être perdues si on laisse ceux qui cherchent la sécurité à la merci des dangers de la mer. Sauver des vies doit être notre priorité. L'Europe ne peut pas se permettre de faire trop peu, trop tard », a déclaré le Directeur du bureau Europe du HCR, Vincent Cochetel.

Les premiers éléments d'information obtenus suggéraient qu'environ 29 réfugiés et migrants étaient morts dimanche à bord d'une embarcation. Plus de 110 survivants ont débarqué à Lampedusa, après avoir été secourus par les garde-côtes italiens et un navire marchand.

Les survivants ont confirmé au HCR qu'ils avaient quitté samedi la Libye à bord d'embarcations pneumatiques et avaient dérivé en mer pendant des jours, sans nourriture et sans eau. Seulement deux passagers sur 107 ont survécu dans un de ces canots, et 7 sur 109 personnes dans un autre. Le quatrième canot est toujours porté disparu.

« Le HCR réitère sa préoccupation quant à l'absence d'une forte opération de recherche et de sauvetage en Méditerranée. L'opération Triton, qui est gérée par l'agence européenne de protection des frontières Frontex, n'est pas axée sur la recherche et le sauvetage et ne fournit pas les outils nécessaires pour faire face à l'ampleur des crises. Sauver des vies doit être une priorité pour l'Union européenne », a déclaré l'agence onusienne.

Au moins 218.000 migrants et réfugiés ont traversé la Méditerranée en 2014 et cette tendance devrait se poursuivre en 2015.

Somalie : le Conseil de sécurité salue l'investiture du nouveau gouvernement



11 février - Les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies ont salué l'investiture par le Parlement somalien, le lundi 9 février, du nouveau gouvernement récemment formé par le Premier ministre du pays, Abdiweli Sheikh Ahmed.

Selon la presse, le nouveau cabinet, qui comprend 55 ministres, a été formé la semaine dernière par M. Ahmed qui a ensuite sollicité l'approbation du Parlement pour son programme gouvernemental. Après de vifs débats, les députés somaliens ont finalement voté lundi l'investiture du nouveau gouvernement, après plusieurs semaines d'une crise politique manifestée par des luttes de pouvoir entravant la formation d'un cabinet ministériel.

Dans un communiqué de presse rendu public mardi, les membres du Conseil ont souligné la nécessité pour le nouveau gouvernement d'accélérer la dynamique de fédéralisation du pays, notamment en ce qui concerne le partage du pouvoir et des ressources, alors qu'un référendum constitutionnel et des élections sont prévus en 2016.

Dans ce contexte, le Conseil a également souligné l'importance pour le nouveau gouvernement somalien de faire des progrès rapides et tangibles dans la mise en œuvre des priorités du pays, à savoir « le vote de dispositions législatives essentielles à l'établissement de la Commission nationale électorale indépendante, l'instauration et le renforcement des administrations régionales provisoires, la stabilisation des zones libérées de la menace du groupe terroriste Al-Chabab et la reprise de l'application et de la révision de la Constitution provisoire, sans plus tarder ».

Les membres du Conseil ont par ailleurs insisté sur l'importance que revêtent pour le pays l'unité politique et le fait de disposer d'un gouvernement fédéral stable et inclusif. A ce titre, ils se sont félicités de la participation accrue des femmes dans le nouveau gouvernement.

Le Conseil de sécurité a appelé les dirigeants de la Somalie, y compris le nouveau gouvernement, le Président et le Parlement du pays, à développer des mécanismes efficaces afin de prévenir les crises politiques prolongées à l'avenir.

Centrafrique : le PNUD salue le retour de la police dans les rues de Bangui



11 février - Les patrouilles de police sont désormais visibles dans les rues de Bangui, la capitale de la République centrafricaine, circulant dans des véhicules estampillés au nom du premier, du deuxième et du sixième arrondissement, s'est félicité le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Selon le PNUD, la crise en République centrafricaine a occasionné l'arrêt total des activités de la police et de la gendarmerie, visant à maintenir l'ordre et à protéger les civils à Bangui. Les locaux de ces deux institutions ont été pillés, saccagés et manquaient des conditions et moyens de base pour que les policiers et gendarmes puissent accomplir leurs missions.

« Aujourd'hui, 485 de ces policiers opèrent dans trois commissariats de quartier rénovés par le PNUD. Au total, huit commissariats et trois brigades de gendarmerie seront réhabilités d'ici la fin de l'année », a déclaré le PNUD dans un communiqué de presse à Bangui, précisant qu'en parallèle l'agence avait mis en œuvre un vaste programme destiné à payer les salaires de la police et de la gendarmerie.

« La présence des policiers me rassure. Je peux exercer tranquillement mon activité de fabrication d'ustensile. Il y a quelques mois je ne mettais pas les pieds dehors. Aujourd'hui les policiers patrouillent, ce qui me permet de circuler tranquillement. Ainsi ma famille et moi avons repris une vie un peu plus normale », s'est réjoui un riverain interrogé par le PNUD, Gustave Djomo, qui travaille non loin du commissariat du deuxième arrondissement.

Selon l'agence de l'ONU, les trois commissariats sont aujourd'hui entièrement équipés et les femmes représentent 20% de leurs effectifs, avec pour fonction de faciliter la résolution des conflits et de sensibiliser les populations sur la question de l'égalité entre les sexes et de la violence à l'encontre des femmes.

« Les forces de l'ordre doivent être équilibrées en genre et en âge », a expliqué le Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du PNUD, Abdoulaye Mar Dieye. « Tant qu'il n'y a pas d'ordre, il n'y pas de paix, tant qu'il n'y a pas de paix, il n'y a pas de développement ».

Le programme de renforcement de la police et de la gendarmerie soutenu par le PNUD s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'agence à la stabilisation du pays, notamment dans la perspective de l'organisation de futures élections.

A Damas, l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie rencontre le Président Bachar Al-Assad



11 février - L'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, a rencontré mercredi matin à Damas le Président syrien Bachar Al-Assad pour discuter du conflit dans ce pays et des moyens de réduire la violence.

« J'ai eu des discussions intenses au cours des deux derniers jours avec le gouvernement syrien et, ce matin, j'ai eu une longue rencontre son excellence Bachar Al-Assad », a dit M. Mistura lors d'un point de presse à Damas.

« Comme vous le savez, je mets l'accent sur l'importance de réduire la violence de ce conflit pour la population syrienne et d'accroître l'accès sans entrave à l'assistance humanitaire pour tous les Syriens », a-t-il ajouté.

L'Envoyé spécial a rappelé que le cœur de sa mission est de faciliter un processus politique « qui puisse conduire à une solution politique à un conflit qui a duré trop longtemps et qui n'a pas de solution militaire ».

Lors de ses entretiens avec les autorités syriennes, M. Mistura a discuté de la proposition des Nations Unies d'un gel des hostilités dans la ville d'Alep mais il n'a pas souhaité donner davantage de détails sur le contenu de ces discussions.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies doit se réunir le 17 février pour discuter de la situation en Syrie.